

Présences :

- **CIRADD** Denise Jalbert, administratrice
- **CREGIM** – Audrey Minot et Dany Bertrand
- **Entre-Tiens D’Avignon** -Marie-Lise Tremblay
- **Table de concertation des aînés GÎM** -Sylviane Pipon
- **Nourrir notre monde** (représentant CDG) - Olivier Deruelle (DS MRC CDG)
- **Table des saines habitudes de vie** -Éloïse Bourdon et Mégane (stagiaire)
- **Solidarité Gaspésie** - Carol Saucier
- **CISSS de la Gaspésie** -Julie Lacasse, OC dans CDG
- **Groupe ressource en logement collectif** - Mélanie dufresne
- **Bourg de Pabos** -Elsa Pépin et administratrice au Pôle
- **Chantier de l’économie sociale** -Maude Brossard Sabourin et Aurélie Blin
- **Pôle d’économie sociale GÎM**-Noémie Bernier et Marianne Munger

Absences :

- **Regroupement des organismes communautaires GÎM -CDC** -Geneviève Giguère
- **Réseau de développement social GÎM** -Rachel Pouliot
- **Développement social Rocher-Percé** -Marie-Charlotte Dugas

CONTEXTE

Sur une base de considérations (telles que le fait que les grandes politiques publiques phares arrivent à terme ; que les enjeux actuels auxquels fait face société québécoise sont mis en lumière ou exacerbés par la pandémie de 2020 ; que l’importance de soutenir des initiatives innovantes qui répondent à ces enjeux sociétaux est indéniable; que ces enjeux se vivent différemment dans chacune des régions du Québec), le Chantier de l’économie sociale souhaite entendre les régions sur leurs enjeux, leurs préoccupations mais aussi sur les innovations régionales duplicables ailleurs. Cette démarche s’inscrit dans une tournée du Québec en vue d’une mobilisation en 2025, le Sommet de l’économie sociale.

Dans le cadre de la rencontre du 10 mai 2023, le Pôle d’économie sociale GÎM a mobilisé des acteurs proches des réalités des organisations (OC et ÈS), des acteurs impliqués dans enjeux régionaux selon leur expertise (environnement, alimentation de proximité, recherche et développement, etc.) pour amorcer une première réflexion sur les préoccupations de la Gaspésie-les-Îles à porter à ce rendez-vous national.

RÉSUMÉ

En vrac, voici les points qui ressortent des discussions :

- L'importance de baser les modèles d'affaires sur des partenariats locaux et la mutualisation (nourrir, aînés). Les exemples sont multiples dans la région, bien qu'ils amènent leur lot de complexité.
- L'importance d'avoir un processus de gouvernance régional permettant de distribuer des fonds rattachés aux politiques gouvernementales; Les régions doivent avoir plus de pouvoir pour redistribuer les financements qui viennent du national. Plus grande flexibilité.
- L'importance de reconstruire des lieux de concertation de la société civile;
- L'importance pour les organisations de pérenniser leurs initiatives par un volet entrepreneurial, tout en étant soutenu par des programmes publics pour avoir une base solide;
- L'importance du PSOC en GÎM pour les organismes communautaires;
- L'importance du cadre régional dans la distribution du PSOC, mais l'importance dans ce contexte de réévaluer les contraintes notamment dues aux sommes octroyées (sous-financé) et aux enjeux possibles du développement d'activités marchandes;
- L'importance de se doter de fonds régionaux d'investissement avec le public, le privé et les mouvements;
- L'importance de la complémentarité dans les actions, à toutes échelles, et des alliances entre organisations; (là-dessus, il y a la force du collectif en GÎM)
- L'importance du regard des déterminants de la santé dans les projets et les regards croisés entre secteurs, notamment dans le contexte des changements climatiques qui impactent et impacteront la région;
- L'importance pour la concertation régionale que les intervenants s'allient vers des priorités communes pour qu'ils puissent contribuer car sinon trop de priorités.

Autres sujets soulevés :

En concertation, ça prend du temps pour travailler ensemble;

La reconnaissance des mouvements et des regroupements est difficile, ou lorsqu'elle est là, elle ne s'accompagne pas d'appui notamment financier (Nourrir notre monde);

La nécessité parfois d'avoir un regroupement au niveau national pour faire avancer les dossiers. Exemple des EÉSAD et de leur réseau

L'innovation à travers l'économie sociale comme richesse

Avec le vieillissement de la population et les courbes démographiques actuelles en GÎM, on vit avant les autres régions du Québec les enjeux et la limite des organismes existants pour répondre aux besoins. Exemple du BSL au niveau du maintien à domicile : un pas de plus avec la gériatrie sociale en intégrant les OC/ESSAD et ça fonctionne.

Les organismes à diverses échelles tentent des solutions aux besoins de la population mais se butent parfois à des incohérences (soutien à la mission VS autonomisation, ...). Exemple du GRLC GÎM qui s'est développé récemment avec une division rénovation/construction et qui travaille sur une société acheteuse.

Incohérences dans le discours du Gouvernement quant aux enjeux environnementaux et impacts dans la région. Exemple de la ZEC des Anses dans la MRC du Rocher-Percé où l'écosystème à conserver est très particulier mais où les citoyens ont dû faire des démarches pour obtenir un moratoire pour la coupe forestière. Les citoyens travaillent à la mise sur pied d'une aire protégée. En parallèle à ces démarches, des claims miniers ont été octroyés, malgré le moratoire sur la coupe forestière, sur une partie de la zone.

Des démarches sont en cours en Gaspésie par le biais d'une Collectivité ZÉN pour faire un portrait environnemental de la région et pour évaluer comment mettre en place concrètement une transition socio-écologique (env. 15 organisations dont l'UQAR, le ROCGÎM-CDC, le RDS GÎM, le CIRADD, Solidarité Gaspésie en font partie)

La difficulté pour les organismes et entreprises d'économie sociale de faire du développement de leurs services par le développement de projets. Le financement est restreint, implique trop de temps et d'énergie et crée des problématiques ensuite quant au soutien financier du gouvernement dans certains secteurs.

Ce qui n'était pas présent dans le paysage politique d'il y a 25 ans, ce sont les changements climatiques. Comment faire en sorte que ce message -que la santé de la population sera affectée et que des mesures d'adaptation sont nécessaires pour soutenir et les citoyens, et les organisations- puisse faire partie des considérations du Gouvernement. Comment on crée des communautés résilientes dans un contexte changeant?

L'économie circulaire est à considérer dans la région (soutenue par le CREGÎM actuellement), en termes de matières et RH.

L'utilité de la mutualisation entre organisations. À petite échelle, mutualisation de ressources, à échelle régionale, mutualisation de veille notamment.

L'importance de la recherche. Le CIRADD pour la région est un allié à ne pas oublier.

Le sentiment de manque de cohérence dans la région. Mettre en commun la planification territoriale et les planifications stratégiques des organisations, basées sur les besoins des communautés. Repenser la gouvernance régionale post CRÉ GÎM. Tentative actuellement avec le dossier du chemin de fer vu l'enjeu colossal du transport collectif.

Les suites de la rencontre

- 1) Le Chantier propose de suivre les tournées régionales [via leur infolettre](#)
- 2) Des rencontres avec d'autres acteurs de la région visent à être réalisées dans la prochaine année;
- 3) Le Pôle réfléchit à une façon de garder un lien et un échange sur les préoccupations soulevées.